

Lire la Crise

Qui n'a pas vu la crise asiatique passer dans ses lectures quotidiennes ? Juste après les révélations sur princesses et présidents, du côté des petites guerres et des grandes catastrophes naturelles qui affectent les peuplades lointaines, on trouve infailliblement les mauvaises nouvelles des bourses du monde entier. Et, d'effondrement en effondrement, les affirmations des experts que la situation est entièrement sous contrôle. En lisant entre les lignes et en consultant des sources plus critiques, on comprend que cette crise n'a rien d'un cas de force majeure et que ses conséquences dépassent les bilans des banques et des investisseurs privés en faillite. À tout lire, peut-on encore trouver le temps d'écrire ? Un des membres de notre rédaction l'a essayé pour vous.

Lire la crise ? Parlons d'autre chose. Ce petit bar dans le Grund, par exemple. Un chouette endroit, un peu bcbg, mais ils servent du bon rouge dans de jolis verres. J'y vais non pas pour lire mais pour bavarder avec Laurent, un ancien camarade du lycée. «Tu vois où mène la spéculation», lui lançais-je il y a quelque temps. Laurent a étudié l'économie et est gestionnaire de placements dans une grande banque. «Ah non, ces Albanais n'ont eu que ce qu'ils méritaient. Il faut être fou pour croire à des rendements de 50%, alors que nous on a du mal à dépasser les 15% sur les marchés émergents. Ça ne pouvait être que de l'escroquerie.» Et Laurent de m'expliquer que contrairement aux «jeux de pyramide» en Albanie, où les rendements étaient simplement alimentés par les placements de vagues successives d'investisseurs, les rendements en Asie du Sud-est étaient fondés sur une réelle expansion économique et étaient solidement garantis.

Quelles ont été les clefs de cette expansion dans le passé ? Tout a commencé par l'avantage compétitif d'une main d'oeuvre bon marché (d'autres diraient outrageusement exploitée). Les régimes dictatoriaux protégeaient les investisseurs contre les revendications salariales et leur offraient toute la flexibilité d'une bureaucratie corrompue. Le choix de maintenir un taux de change fixe avec le dollar offrait, en plus des rendements élevés, une grande sécurité. Les

capitaux, provenant traditionnellement des fortes exportations et de l'épargne à l'intérieur, à partir de ce moment pouvaient être empruntés sur les marchés financiers du monde entier, et les investisseurs intéressés se bouscuaient pour ne pas rater ce train.

le miracle asiatique

Il convient d'ajouter que ces ingrédients du succès n'étaient pas équitablement répartis dans tous les pays. Ainsi les «anciens» «Nouveaux pays industrialisés» tels que la Corée du Sud, ont développé en quelques décennies des atouts considérables tels que infrastructures et niveau d'éducation, qui font défaut à des pays comme l'Indonésie.

«Les profits augmentent et les salaires stagnent; où est la justice ?» demandais-je. Lire les jérémiades du Monde Diplo sur l'injustice sociale, c'est bien, mais écouter Laurent autour d'une bonne table, c'est pas mal non plus. «Eh, les temps changent. Le monde financier crée aussi des richesses : en garantissant que les capitaux vont là où ils sont les plus productifs. Alors, il est juste que ceux qui y investissent soient rémunérés.» «Mais pas autant qu'il n'en reste rien pour les travailleurs ?» «C'est un nouvel équilibre qui doit se mettre en place. Ceux qui placent leur argent en actions, avec un certain risque, doivent tout de même gagner plus que

La crise asiatique : une illustration de la théorie des dominos

ceux qui le conservent sur un livret d'épargne. Mais je t'assure, à terme tout le monde y gagnera. Tiens, à qui la faute si les prix des vins de Bordeaux flambent ? C'est parce que les asiatiques sont maintenant demandeurs de produits de luxe. Et toi, avec ton tiers-mondisme, tu ne voudrais pas partager ton pinard avec eux ?» J'essaie d'expliquer que ce sont les riches des pays pauvres qui appauvrissent les travailleurs des pays riches, mais je dois avouer que ça m'embête que le Bordeaux devienne plus cher, et ça me gêne que cela m'embête ...

krach au ralenti

C'était à la fin de l'été dernier, et la crise, sans que personne ne s'en soit rendu compte, avait déjà commencé. Le dollar, après avoir facilité les exportations et le crédit par sa faiblesse, en partant à la hausse dès 1996, finit par mettre en difficulté les pays ancrés à la devise américaine. En même temps la reprise de la croissance supputée dans les pays riches réduisait la propension à investir sur des marchés en perte de confiance. Au-delà des problèmes de purs flux financiers, la conjoncture industrielle était devenue moins favorable, et les investissements les plus récents s'étaient faits en partie dans la production de produits dont les marchés mondiaux étaient saturés. Combiné à un gonflement des importations (de haut-fourneaux et de Haut-Médocs), donc à un déficit extérieur, cela avait profondément fragilisé ces pays. Dès juillet 1997, la Thaïlande, victime de spéculations contre sa monnaie nationale, a été obligée de décrocher le baht du dollar, suivie en cela depuis par d'autres pays.

La suite des événements est une illustration de la théorie des dominos : chaque dévaluation, chaque effondrement des cours, chaque faillite est momentanément enrayée par des opérations de sauvetage, mais continue à ronger en profondeur la confiance des investisseurs, et finit par entraîner la chute du domino suivant. Le dernier bastion est aujourd'hui constitué par le Japon, ébranlé depuis des années par une crise de société, mais dont la Bourse tient encore le coup. Le Japon étant le bailleur de fonds de l'Asie, mais également des États-Unis, sa chute serait fatale à l'économie mondiale.

Les avis sur la gravité de la crise divergent cependant. Dans la *Zeit* du 22 janvier, on cite des économistes américains tels que Robert Reich (ex-ministre du travail sous Clinton), qui prévoient une spirale déflationniste, où des baisses concurrentielles de prix, des baisses de

salaires, des faillites et toujours plus de chômage se renforceraient mutuellement, comme dans les années trente. Mais d'autres, comme Hans Tietmayer (président de la Bundesbank), ne voient dans le débat autour de la déflation qu'une mode. Le *Monde diplomatique* insiste lui aussi sur les effets déflationnistes des politiques d'austérité imposées aux pays asiatiques par le FMI. Plus généralement, ses auteurs voient dans la crise asiatique un aspect d'une classique crise de surproduction, qui ne pourrait être résorbée que par une relance de la consommation.

la crise est-elle finie ?

Dans *Alternatives économiques*, les auteurs mettent l'accent sur les acquis durables des pays asiatiques, dont les économies pourraient

Gerd Arntz, *Krise, Holzschnitt 1931*



ainsi se redresser, à condition de mener les réformes nécessaires sans tomber dans des excès d'austérité qui étoufferaient toute activité économique. Sous le titre de «Contagion assurée», (*d'Letzeburger Land* du 9 janvier), Marc Gerges propose une analyse très intéressante et bien informée de la situation vue du Luxembourg. Ainsi, pour ce qui est de l'effet de conjoncture, les exportations de l'Arbed vers ces marchés (10% de son expédition) devraient être touchées.

Sur la place bancaire, à part la fermeture d'une banque coréenne, aucun signe extérieur d'inquiétude n'est perceptible. On y affirme que les bilans des placements spéculatifs en Asie, malgré les pertes, sont restés «globalement positifs». La menace la plus directe vient des dettes bancaires des pays asiatiques, dont personne ne sait si elles sont recouvrables, et sur lesquelles les banquiers se refusent à tout commentaire. En effet, les chiffres cités par Marc Gerges sont déjà impressionnants (plusieurs milliards de dollars), mais pourraient cacher des dettes «hors-bilan», pour lesquelles les estimations globales ont augmenté de mois en mois (Fran-

çois Chesnais, *Monde Diplomatique* de février). Au-delà de ces implications directes en Asie des économies européennes, limitées, Marc Gerges pense que la principale menace serait un possible effondrement de l'économie américaine, qui, elle, est beaucoup plus engagée dans les pays asiatiques.

épîtres aux asiatiques

Dans la même édition du *Land* on trouve un article intitulé «Pas de trois 1997: Europe, Asie, Internet», moins informatif mais assez représentatif d'une lecture libérale de la crise asiatique. Après avoir cité les causes communément admises de la crise, l'auteur s'attache à critiquer la variante asiatique du capitalisme, caractérisée par les keiretsu japonais et les chaebols coréens, grands groupes qui réunissent des banques et des industries. Cela donne des sources de financement stables, est souvent lié à une stabilité sociale pour les travailleurs, mais engendre un manque de transparence aggravé par l'interpénétration avec le monde politique. Pour l'auteur, ce capitalisme asiatique s'est

«Ce sont nos passions qui esquissent nos livres...»
Marcel Proust

Un nouvel espace au service de votre culture et de votre évason...

Librairie ALINÉA, nouvelle adresse : 5, rue Beaumont L- 1219 Luxembourg
Tél. : 22 67 87 Fax : 22 67 88

rendu coupable du péché de la sous-rentabilité, péché mortel dans un monde dominé par le «shareholder capitalism», pour lequel la seule raison d'être de toute activité économique est la maximisation des profits des investisseurs.

Plus généralement, les interprétations libérales insistent sur la nécessaire fin du miracle asiatique. L'économie réelle aurait fini par s'épuiser, et les particularismes culturels auraient empêché ces pays de s'en rendre compte. Il serait temps maintenant que ces pays cessent de vivre au-dessus de leurs moyens. Rares sont ceux qui, à l'instar de l'*Economist*, demandent qu'on applique le châtement du marché aux banques et aux pays au bord de la faillite. Mais la grâce accordée par la finance internationale aurait un prix : celui d'ouvrir massivement les banques et industries locales à la finance (et à la puissance) occidentale.

dénoncer le libéralisme

À l'opposé de ce point de vue, le *Monde Diplomatique* (décembre 97) dénonce tout d'abord, citations multiples à l'appui, le manque de prévision de ces mêmes chantres du libéralisme qui, il n'y a pas si longtemps, portaient aux nues le modèle asiatique. Il retrouve dans les opérations de sauvetage le vieux scénario du «privatiser les gains, socialiser les pertes». En effet, les banques, les gros investisseurs, les élites locales ont profité pendant des années de l'exploitation de la main d'oeuvre et des gains spéculatifs. Maintenant ce sont les populations là-bas, mais aussi les contribuables ici qui payeront les dégâts.

Dans la *Zeit* du 29 janvier, on peut lire: «Les banques et les gouvernements peuvent se permettre des erreurs - pour autant que leurs erreurs soient suffisamment graves, ils pourront compter sur une aide extérieure.» Enfin, dans une analyse particulièrement incisive (*Alternatives Économiques* de février), Philippe Frémeaux va au-delà de la question de la moralité : le capitalisme moderne, avec ses marchés financiers déréglementés et tout-puissants, pour fonctionner en accord avec sa propre base théorique, se devrait de sanctionner les investisseurs incompetents et malhonnêtes. Or, il s'avère qu'il ne peut pas le faire dans des situations comme aujourd'hui, sous peine d'entraîner l'effondrement de l'économie mondiale. Peut-on en déduire que le capitalisme ultralibéral ne peut pas fonctionner ?

En tout cas le Marché autorégulateur a montré ses limites dans ce qui, d'après ses adeptes,



Gerd Arntz,
Fabrikbesetzung
(Ausschnitt),
Holzschnitt 1931

devoir être le joyau de sa mise en oeuvre à l'échelle mondiale, les marchés financiers. Car l'insistance des interprétations libérales sur les «particularismes culturels» cherche aussi à occulter le fait que c'est bien la dynamique de la spéculation et son orientation peu efficace qui ont joué un rôle fondamental dans la crise actuelle.

interpréter la crise

Sous le titre «Le recentrage de l'économie mondiale» (*Alternatives Économiques*, Hors-série Nr 36), Jacques Adda place la crise asiatique dans un contexte historique. Dans une situation d'inégalités Nord-Sud croissantes, les nouveaux pays industrialisés d'Asie (plus le Chili) étaient les seuls à améliorer sensiblement leur situation (revenu par habitant). Leur intégration aux marchés financiers mondiaux au début des années 90 a fini par buter sur la crise actuelle. Jacques Adda pense que les capitaux, qui étaient orientés autant par la stagnation dans les pays riches que par l'expansion dans les pays asiatiques, vont revenir s'investir dans les premiers, et notamment dans l'Europe de la monnaie unique.

Enfin, dans l'article déjà cité de Philippe Frémeaux, un sens est donné aux tiraillements autour des opérations de soutien internationales. Ce qu'on fait, c'est «sauver des acteurs du jeu capitaliste sans légitimité, au nom du sauvetage de l'ensemble». Évidemment chacun essaie de minimiser la contribution qui lui sera demandée, de négocier des compensations, et, au besoin, menace de renverser la table de jeu. C'est une sorte de poker autour d'une redistri-

**La dynamique
de la
spéculation et
son orientation
peu efficace ont
joué un rôle
fondamental
dans la crise
actuelle.**

bution de richesses et de pouvoirs, structuré par des «rapports de forces entre acteurs du monde financier, entre les acteurs du monde financier et leur État, entre les différents États et, enfin, entre tous ces acteurs et les populations.» Et malgré le poids du FMI, épaulé par la superpuissance américaine, il n'est pas clair pour Philippe Frémeaux si un accord peut être trouvé ou si la faillite du faible entraînera le fort dans sa chute.

Lire la crise ? Noyer la crise ! Laurent, assis au comptoir, n'est pas content. «Ces asiatiques ... Ils ont joué notre pognon, et maintenant ils font le bordel.» Comme tous les bons pères de famille, Laurent a attendu quelques années avant de monter sur le train-express des placements en Asie. Et il est ensuite descendu du train un peu trop tard. J'essaie de le consoler comme je peux. C'est sûr que les prix du Bor-

Gerd Arntz,
Fabrikbesetzung
(Ausschnitt),
Holzschnitt 1931

La Gauche et la Crise

Nous le savons depuis Marx, c'est par l'accentuation des inégalités même que se prépare un monde plus juste. La Crise, en jetant les populations dans la misère, en enlevant toute crédibilité au système économique capitaliste, constitue la chance d'un nouveau départ. Donc : Vive la Crise ! Voilà pour la théorie du pire. Depuis, nous avons appris le coût des crises et révolutions, l'extrême violence qu'elles comportent le plus souvent, et qui, au-delà de son effet immédiat, peut saboter les tentatives ultérieures de construction d'un monde meilleur.

La théorie du moindre mal s'en est trouvée renforcée : même si le pouvoir est mal partagé, même s'il est injuste que nous payions pour les erreurs des puissants, même si le Tiers-Monde continue à patauger dans la misère, cela vaut mieux qu'un effondrement général, dont on ne sait ce qui ressortira. Chaque petite concession est bonne à prendre, en espérant que le monde changera pour le meilleur ... lentement.

Les problèmes de la crise financière d'Asie finiront par être maîtrisés, mais seront transformés en problèmes politiques. Les dirigeants progressistes, là-bas comme ici, finiront une fois de plus par céder au chantage des maîtres du monde. Mais jusqu'où peut-on aller quand on prétend défendre les intérêts des peuples ? À partir de quel moment la crédibilité politique exige-t-elle de dire : «Nous ne voulons pas l'effondrement général, mais nous n'allons pas capituler non plus.»

Le problème se pose dans d'autres contextes : l'effondrement possible de la construction européenne, la participation des opérations de «paix» de l'ONU, ... À chaque fois la Gauche, en plaidant pour «le moindre mal» dans des situations équivoques, joue sa crédibilité. Cela est plus une question de discours que de pratique, car en général sa participation au pouvoir est trop faible pour déterminer l'issue des événements. Alors ne ferait-elle pas mieux de tenir un discours plus courageux, qui, dans le cas d'un effondrement partiel ou total, lui conférerait une bonne base de départ pour gérer l'après-Crise.

deux, hautement spéculatifs, ne vont pas tarder à revenir sur terre. «Garçon, une autre s'il vous plaît !»

strip-poker

Mais qui devra boire la crise jusqu'à la lie ? Dans le grand poker planétaire, il y en a qui se feront déshabiller. Les populations des pays de l'Asie du Sud-Est ne veulent pas payer pour les erreurs de leurs dirigeants politiques et des banques. À la faveur de la crise, donc du discrédit général des régimes corrompus en place, le passage à la démocratie est en train de se faire. Mais quelle démocratie ? La démocratie sous tutelle du FMI, qui ne s'est pas gêné à faire signer, à la veille de l'élection présidentielle en Corée, son plan d'austérité par les trois principaux candidats. Et Kim Dae-jung, l'oppositionnel qui avait tenu tête au régime militaire, a cédé au FMI, pour gagner ensuite les élections. Mais que reste-t-il de souveraineté à son pays ?

Depuis la crise de la dette du tiers monde jusqu'à la crise financière d'Asie, en passant par la crise mexicaine, le contrôle du Tiers-Monde par les multinationales et les marchés financiers se renforce, malgré la mise en place de démocraties de pacotille. Un contrôle auquel on cherche à donner une légitimité à travers les sacrosaintes lois du marché, et, demain, à travers un traité de droit international (*forum* Nr 181 : Konzern- statt Staatsmacht / Die OECD plant eine weltweite Freihandelszone). Lentement, mais sûrement, de faillite en faillite, en rachetant le Tiers-Monde, on amènera ses populations vers une situation dans laquelle ils n'auront plus rien à perdre, sinon leurs chaînes.

RK

